

leurs asperges, mais 14 cents la livre plus un versement d'appoint de 3 cents de la part du gouvernement, appoint qui a coûté en tout presque \$100,000.

J'ai dit il y a un instant que si jamais le premier ministre décidait de retourner à Welland, il devrait nous le dire à l'avance, car nous ferions venir une fanfare pour lui jouer l'air «O, Promise Me».

**Une voix:** Très amusant!

**M. McMillan:** L'an dernier, le premier ministre a déclaré que le débroussaillage était terminé et que nous n'avions plus qu'à attendre que poussent les bons fruits, ou quelque chose de semblable. A mon avis, le premier ministre n'y est pas du tout, mais le ministre des Finances est encore plus perdu...

**L'hon. M. Pickersgill:** Chose certaine, il n'est pas sorti du bois.

**M. McMillan:** ...parmi les épines et les ronces des dettes. C'est incontestable. Une fois ou deux seulement, il a vu les grands arbres. En décembre 1957 et de nouveau l'an dernier quand il a prêté des surplus. Mais ceux-ci ont été abattus. Le gouvernement tenta de sauver le ministre et de compromettre M. Coyne, afin de tout faire passer sur le dos de ce dernier. La population n'a pas marché. Aussi le ministre est-il encore dans les broussailles.

J'avais l'intention, monsieur le président, d'aborder deux ou trois autres questions, mais l'heure m'en empêche. Je voulais parler des responsabilités du ministre en ce qui concerne la politique monétaire. Je sais que le ministre a dit hors de la Chambre qu'il acceptait les principes posés par le nouveau gouverneur, M. Rasminsky. J'ai vu cela dans les journaux, car le ministre ne l'a jamais dit à la Chambre. Il pourrait, je crois, nous dire ce qu'il pense de la responsabilité en matière de politique monétaire.

**M. Benidickson:** Un autre tête-à-queue.

**M. McMillan:** Je m'arrête ici sur ce point. Le ministre a dit récemment que le taux des intérêts baisserait. J'affirme qu'il n'est pas sincère quand il parle de cette question, car on n'a qu'à penser à ses décisions relatives aux taux d'intérêt pour voir qu'il est le père du taux élevé de 6½ p. 100 sur les prêts hypothécaires. Pour l'emprunt de conversion, le ministre a trouvé un moyen de verser des primes à ceux qui ont dû accepter une majoration de 50 p. 100 de leur taux d'intérêt.

**M. McIlraith:** Là, il s'est montré ingénieux.

**M. McMillan:** A quelques reprises, il a trouvé le tour de vendre à de gros courtiers en placements des obligations à court termes à faible rendement, mais à gros escompte. Ce

[M. McMillan.]

qui serait une aide pour eux, en leur permettant d'en tirer de grands avantages en matière d'impôts.

**M. Benidickson:** Une plus-value de capital.

**M. McMillan:** Lorsque les provinces se sont mises à user du même stratagème pour vendre leurs obligations, le ministre a immédiatement présenté une mesure législative pour les en empêcher. Par son emprunt de conversion, le ministre a institué ces nouveaux taux sur le marché des obligations d'épargne du Canada.

Je me proposais aussi de parler du taux du change, mais vu que l'heure avance, je n'en ferai rien. Je veux seulement dire quelques mots sur ce qui s'est passé à la conférence d'Accra. La plupart des Canadiens pensent que le ministre est au moins logique dans son antagonisme envers la Grande-Bretagne, alors surtout que ce pays cherche à relever son économie en pensant à se joindre au Marché commun. J'ai été choqué, mais non surpris par les articles parus sur la conférence du Commonwealth tenue à Accra. Je n'ai pas été étonné parce qu'à la première conférence du Commonwealth qui s'est tenue après que le présent gouvernement fut arrivé au pouvoir, au Mont-Tremblant, près de Montréal, M. Thornycroft dirigeait la délégation britannique. Certains journalistes ont dit que notre ministre des Finances y allait avec des arguments-massue quand plus de retenue l'aurait mieux servi.

**M. Benidickson:** Un coup de massue pour enfoncer une punaise!

**M. McMillan:** A propos de la dernière conférence, les journaux ont accusé le ministre de s'être ligué contre la Grande-Bretagne. Nous avons entendu l'explication du ministre. J'ai vu le dessin humoristique du *Times* de Victoria qui montrait deux vaillants chasseurs, les deux ministres, qui allaient chasser le lion britannique et le rapportaient à leur chef. Je crois que le lion britannique n'est que blessé. Il a été très doux et n'a pas rétorqué beaucoup. Il me fait penser à une mère qui ne voudrait pas punir en public son enfant désobéissant. Déjà, des journaux réagissent très bien, comme le fait le *Spectator* de Londres:

Ce n'est pas après avoir si mal dirigé son économie que le gouvernement canadien peut venir nous donner des leçons sur la nôtre.

La presse d'Angleterre et d'autres pays se rend maintenant compte du désordre économique qui règne présentement au Canada. Certains milieux de la presse américaine en particulier se sont exprimés en termes assez nets à ce sujet, à l'époque de l'affaire Coyne et quand le ministre a présenté son budget. Il n'y a rien de neuf là-dedans. Nous le répétons au gouvernement et au peuple depuis